

Les lettres d'actualité – Etats-Unis

Faits marquants US - Écologie, Développement durable, Énergie et Transports

#2019-16

Par David Krembel, Jérôme Vouland, Tom Balteau et Thibaud Pellerin

Le 10 mai 2019

SOMMAIRE

ÉCOLOGIE - CLIMAT

- Révolte des actionnaires d'ExxonMobil sur la prise en compte du changement climatique
- Les démocrates souhaitent réformer le General Mining Act de 1872
- Les États-Unis s'opposent aux autres membres du conseil de l'Arctique

TRANSPORT

- Boeing avait repéré avant les crashes une défaillance d'un des systèmes du 737 Max
- La FAA convoque un comité technique pour examiner le correctif du 737 Max
- L'entrée en bourse d'Uber et Lyft conduit des chauffeurs à manifester pour leurs droits

ÉNERGIE

- La centrale nucléaire de Three Mile Island fermera en septembre
- Première cyberattaque déclarée sur le réseau électrique des États-Unis
- Le gouverneur de l'État de Washington Jay Inslee se mobilise pour le climat

AGENDA

- 13 mai : [Green New Deal Tour](#) à Washington D.C.
- 15 mai : [Ways & Means Committee Audition « The Economic and Health Consequences of Climate Change »](#) à Washington D.C.
- 15 mai : Audition publique à l'[International Trade Commission](#) concernant la liste préliminaire des produits européens potentiellement soumis à des droits de douane américains dans le cadre du contentieux Airbus à l'OMC
- 15 mai : [audition](#) de confirmation au Sénat de Stephen Dickson pour le poste d'administrateur de la [Federal Aviation Administration](#)
- 15 mai : [audition](#) à la Chambre des Représentants, par la sous-commission aviation de la commission Transport et Infrastructure sur la situation du Boeing 737 Max
- 29 mai : [10th Clean Energy Ministerial](#) à Vancouver

ÉCOLOGIE - CLIMAT

Révolte d'un groupe d'actionnaires d'ExxonMobil sur sa prise en compte du changement climatique

Un groupe d'actionnaires d'ExxonMobil Corporation a engagé un bras de fer avec la direction car ils n'ont pas réussi à inscrire une résolution sur le climat à l'agenda de son Assemblée générale. [L'entreprise avait saisi l'U.S. Securities and Exchange Commission \(SEC\)](#) fin janvier pour empêcher les actionnaires de voter des objectifs de l'établissement en termes de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Les actionnaires souhaitaient que la firme s'aligne sur les objectifs de l'Accord de Paris. La SEC avait accepté la demande de l'entreprise de rejeter la requête des actionnaires. Courtney Haseley, conseillère spéciale de la SEC, avait alors justifié cette décision au motif que cela entraverait la gestion de l'entreprise. Thomas DiNapoli, administrateur du fonds de pension de l'État de New York et en faveur de cette résolution sur le climat, a déclaré que son fonds continuerait à faire pression sur ExxonMobil. Il s'est accordé avec l'Église d'Angleterre pour voter contre tous les administrateurs d'ExxonMobil lors de l'Assemblée générale du 29 mai. Ils invitent les autres actionnaires à suivre cette initiative ([Bloomberg](#), 4 mai).

Les démocrates souhaitent réformer le General Mining Act de 1872

Le représentant Raúl Grijalva (D-Ariz.), président de la commission des ressources naturelles de la Chambre a présenté le 9 mai sa dernière version du [Hardrock Leasing and Reclamation Act](#) qui réformerait le *General Mining Act de 1872*, une loi qui autorise et régit l'exploitation minière sur les terrains fédéraux. Des démocrates veulent réformer une législation minière qu'ils jugent « archaïque ». Selon eux, elle favoriserait des conglomérats étrangers au détriment de la protection de l'environnement et des activités économiques locales. Leur objectif est de l'aligner sur le régime en vigueur au niveau fédéral pour l'exploitation des ressources énergétiques (charbon, pétrole, gaz), qui prévoit notamment le versement de redevances d'exploitation à l'État fédéral. Mais pour les Républicains, cette réforme conduirait à réduire la

production nationale et à renforcer la dépendance des États-Unis aux importations de minéraux critiques ([E&E news](#), 10 mai).

Les États-Unis s'opposent aux autres membres du conseil de l'Arctique

Les États-Unis se sont opposés aux autres membres du [Conseil de l'Arctique](#) réunis en Finlande le 7 mai sur des objectifs collectifs pour lutter contre le dérèglement climatique. Mike Pompeo, secrétaire d'État des États-Unis, s'est opposé à la publication d'une déclaration unanime qui reconnaissait notamment les changements climatiques. Il a estimé pour sa part que la fonte des glaces de l'Arctique ouvrait d'intéressantes possibilités économiques et a ajouté que les États-Unis avaient enregistré la plus forte réduction des émissions de noir de carbone, un polluant climatique à courte durée de vie ([The Wall Street Journal](#), 7 mai).

Les démocrates proposent un cadre pour décarboner le mix électrique d'ici 2050

Les démocrates de la Chambre des représentants et du Sénat ont proposé le 8 mai d'établir un cadre national afin de décarboner le mix électrique d'ici 2050. La [proposition](#) de loi de la sénatrice Tina Smith (D-Minn.) et du représentant Ben Ray Lujan (D-N.M.) favoriserait notamment le développement des énergies renouvelables, du nucléaire de nouvelle génération, le stockage d'énergie par batteries et la capture du carbone. Le mix énergétique qui en résulterait réduirait de 80% les émissions de carbone de ce secteur d'ici à 2035, et permettrait une réduction presque totale d'ici à 2050, par rapport aux niveaux de 2005 ([E&E news](#), 8 mai).

Le chiffre de la semaine : 1 Md USD

Il s'agit du montant que le producteur d'acier U.S. Steel souhaite investir dans des équipements à la pointe de la technologie afin d'améliorer le rendement de sa production d'acier et de réduire les émissions de CO2 de son aciérie de Mon Valley Work (Pennsylvanie). Cette annonce survient quelques jours après que deux organisations environnementales ont poursuivi l'entreprise pour avoir enfreint le *Clean Air Act* ([The Washington Post](#), 2 mai).

TRANSPORT

Boeing avait repéré avant les crashes une défaillance d'un des systèmes du 737 Max

Le [New York Times](#) rapporte que Boeing a reconnu avoir été informé dès 2017, quelques mois après les premières livraisons des 737 Max, de dysfonctionnements du système d'alerte de désaccord entre les capteurs d'angle d'attaque (Angle of Attack, AOA) liés au MCAS, le système de contrôle de vol mis en cause dans les accidents de la Lion Air et d'Ethiopian Airlines. Selon un communiqué de [Boeing](#), le système d'alerte ne fonctionnait correctement que sur les appareils dont le cockpit était équipé d'un voyant « optionnel » signalant cette alerte. Un examen aurait été mené en 2017 par les équipes de Boeing, aboutissant à la conclusion que l'absence d'alerte n'avait pas d'incidence négative sur la sécurité ou l'exploitation de l'appareil. Boeing indique avoir notifié cette situation à la FAA à la suite de l'accident de la Lion Air. Un nouveau comité d'experts de Boeing réuni en décembre 2018 après ce premier accident était arrivé aux mêmes conclusions.

La FAA convoque un comité technique pour examiner le correctif du 737 Max

La *Federal Aviation Administration* (FAA) a annoncé mardi 7 mai réunir plusieurs agences gouvernementales afin de créer un comité technique consultatif devant examiner les modifications proposées par Boeing sur le *Maneuvering Characteristics Augmentation System* (MCAS) du 737 Max, dont Dennis Muilenburg, CEO de Boeing, a [reconnu](#) la responsabilité directe dans les deux crashes des avions de la Lion Air et d'Ethiopian Airlines. Boeing doit encore soumettre à la FAA pour approbation le logiciel corrigé. Ce *Technical Advisory Board* aidera à cette évaluation. Aucune des agences gouvernementales sélectionnées, l'*US Air Force*, la NASA et le *Volpe National Transportation System Center*, n'ont été impliquées dans le processus de certification des 737 Max auparavant. Les conclusions issues de ce comité devront répondre à la question de savoir si les améliorations apportées au MCAS suffisent à réautoriser les 737 Max à voler. ([Reuters](#))

La FAA enjoint les aéroports à ne pas mettre seuls des contremesures sur les drones

La présence de drones près des aéroports américains représente une inquiétude de plus en plus vive auprès des autorités. Ainsi en janvier, 43 vols à destination de l'Aéroport International Newark Liberty du New Jersey ont été perturbés du fait d'un drone observé à proximité. Dans une lettre publiée mercredi 8 mai, la FAA a demandé aux aéroports de ne pas envisager de systèmes de protection contre ces appareils de façon unilatérale, et a rappelé que seules les autorités

fédérales dédiées étaient compétentes pour le faire. La FAA considère que des contremesures locales pourraient perturber la sécurité aérienne. La FAA a déclaré qu'elle publierait une réglementation relative à l'identification des drones d'ici juillet, afin d'identifier et suivre à distance les drones et leurs opérateurs. ([New York Times](#))

L'entrée en bourse d'Uber et Lyft conduit des chauffeurs à manifester pour leurs droits

Des manifestations de chauffeurs d'Uber et de Lyft ont eu lieu dans une dizaine de grandes villes américaines et en Europe le 8 mai, en réponse à l'introduction en bourse des deux géants des VTC. A New York, les chauffeurs grévistes se sont déconnectés des applications entre 7h et 9h. A San Francisco ils ont organisé une manifestation devant le siège d'Uber. Les chauffeurs revendiquent une meilleure rémunération et une redistribution plus équitable des recettes, et protestent contre l'éviction de certains par les plateformes. Plusieurs Démocrates au Congrès ont soutenu l'initiative. Lyft s'est défendu de son côté de sous-payer ses chauffeurs en indiquant que les gains horaires n'ont cessé d'augmenter ces deux dernières années. ([Associated Press](#))

L'entrée en bourse d'Uber le 10 mai 2019, l'une des dix plus importante de Wall Street, a permis à la société de lever plus de 8 Mds USD et d'atteindre une valorisation de 82 Mds USD.

Une proposition de loi exige de faire payer les cotisations sociales aux sociétés VTC

Une proposition de loi portée à la Chambre par la représentante démocrate Haaland vise à obliger les sociétés VTC telles que Uber et Lyft à couvrir les frais de sécurité sociale et d'assurance maladie de leurs conducteurs. A l'heure actuelle, ces derniers, ayant le statut d'autoentrepreneurs, payent entièrement ces cotisations, à hauteur de 15,3%. La volonté ici est de diminuer l'écart entre les droits des chauffeurs vis-à-vis des travailleurs « traditionnels », en transférant cette charge sur les sociétés VTC qui profitent selon Haaland, d'une faille pour engranger plus de profits. ([The Hill](#), 5 mai 2019)

Le chiffre de la semaine : 1 000

C'est le nombre de clients que Waymo, filiale d'*Alphabet Inc.* (Google), revendique 6 mois après le lancement de son service de taxis autonomes dans la banlieue de Phoenix. Ce chiffre consolide la place de leader de Waymo dans le secteur des véhicules sans chauffeurs, industrie qui progresse à un rythme effréné. Ce nouveau service n'est disponible que dans un périmètre restreint et pour certains usagers seulement. ([Transport Topics](#), 9 mai 2019)

ÉNERGIE

La centrale nucléaire de Three Mile Island fermera en septembre

Exelon, opérateur de la centrale nucléaire de Three Mile Island (TMI) en Pennsylvanie, a annoncé que cette dernière serait officiellement fermée fin septembre. Cette centrale est connue pour l'accident survenu le 28 mars 1979 sur son réacteur n° 2 (TMI-2), classé au niveau 5 sur l'[échelle internationale de classement des évènements nucléaires](#), qui sert à mesurer la gravité d'un incident. L'accident n'avait pas fait de victimes mais 140 000 personnes avaient été évacuées. Par ailleurs, le réacteur n° 1 (TMI-1) dont la fermeture est annoncée, n'avait été redémarré qu'en octobre 1985. Il avait été déconnecté du réseau à la suite de l'accident. Exelon avait déjà annoncé en mai 2017 la fermeture de la centrale car elle enregistrait des pertes, mais espérait une aide de l'État pour soutenir une production d'électricité décarbonée. Les législateurs de l'État de Pennsylvanie ont déposé deux propositions de loi dans ce sens, mais elles n'ont pas été adoptées, les acteurs du renouvelable et du gaz ayant dénoncé un risque de distorsion de la concurrence et d'augmentation des prix de l'électricité. Le démantèlement des tours de refroidissement devrait commencer en 2074 ([The New York Times](#), 8 mai).

Première cyberattaque déclarée sur le réseau électrique des États-Unis

La première cyberattaque sur le réseau électrique des États-Unis a été déclarée aux autorités au cours de la première semaine de mai par une entreprise de l'ouest des États-Unis. Celle-ci aurait été victime d'une attaque par déni de service (DoS) qui serait survenue le 5 mars dernier. Elle aurait désactivé un système de sécurité informatique *Cisco Adaptive Security Appliance* dans l'Utah, le Wyoming et en Californie. La production d'électricité n'a toutefois pas été affectée, ni le réseau de distribution. Seul un système de contrôle et d'acquisition des données (SCADA) de l'opérateur semble avoir été perturbé. C'est la première fois que l'on recense une telle attaque, bien que [la FERC ait exigé en juillet 2018 de rendre compte des tentatives de piratage](#) auxquelles les entreprises pouvaient faire face. ([NPR](#), 4 mai).

Le gouverneur de l'État de Washington Jay Inslee se mobilise pour le climat

Jay Inslee, gouverneur de l'État de Washington, a promulgué le 7 mai à Seattle une loi qui prévoit le retrait d'ici à 2025 des centrales à charbon de l'État de Washington et le développement des énergies entièrement décarbonées d'ici à 2045. Par ailleurs, dans le cadre de sa candidature à la présidentielle de 2020, il souhaite que les États-Unis se mobilisent pour le climat et a proposé le plan [100% Clean Energy for America](#). Il propose notamment que l'électricité soit entièrement décarbonée d'ici à 2035 ainsi que les véhicules et les nouveaux bâtiments dès 2030. La part de l'électricité qui provient des centrales à charbon aux États-Unis est passée de 48% en 2008 à 28% en 2018. ([Seattle Post-Intelligencer](#), 7 mai).

EVgo tire désormais toute son électricité de sources renouvelables

EVgo, le plus grand réseau des États-Unis de bornes de recharge rapide pour véhicules électriques, a déclaré le 7 mai que toute son électricité était issue de sources renouvelables. L'entreprise est ainsi à l'avant-garde d'un secteur qui s'engage pour l'environnement. ChargePoint et Electrify America – principaux concurrents d'EVgo – ont également pris des mesures pour utiliser des énergies plus propres. L'entreprise EVgo exploite 2000 stations de recharge et a recouru à l'achat de certificats de garantie d'origine dits [Renewable Energy Certificates \(REC\)](#). Julie Blunden, *Executive Vice President Business Development* de la compagnie, a déclaré que les coûts supplémentaires pour se fournir en électricité verte étaient déjà intégrés dans le prix payés par les conducteurs ([Windpower Engineering](#), 8 mai).

Le chiffre de la semaine : 70 Mds USD

Il s'agit du montant nécessaire pour rénover les barrages des États-Unis, selon l'*Association of State Dam Safety Officials* et l'inventaire national des barrages réalisé par l'*Army Corps of Engineers*. La majorité des 90 000 barrages américains a été construite dans les années 1950, 1960 et 1970. Ils ont une durée de vie estimée à 50 ans ([E&E news](#), 7 mai).

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Editeur :

Service Économique Régional des États-Unis
Ambassade de France aux États-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007
www.frenchtreasuryintheus.org

Articles rédigés par : David Krembel, Jérôme Vouland, Tom Balteau et Thibaud Pellerin

Revu par : Jonathan Gilad

Date de parution : 10 mai 2019

Abonnement/désabonnement : [par email](#)